(1)

(N° 121.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 AVRIL 1878.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1879.

AMENDEMENTS.

Bruxelles, le 25 avril 1878.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Vous êtes déjà en possession du Budget des Affaires Étrangères pour l'exercice 1879. J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce pli, deux amendements, avec notes explicatives, que je vous prie de vouloir bien considérer comme faisant partie intégrante de ce Budget.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très-haute considération.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

C^o D'ASPREMONT-LYNDEN.

AMENDEMENT.

ARTICLE du Budget.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET SERVICES.	CRÉDIT		AUGMENTATION.	Observations.
		porté au projet de Budget.	AMENDÉ.		
51	CHAPITRE VII. Frais divers et encouragements au commerce.	87,800 "	106,800 "	19,000 "	38,000 francs pour explo- rations commerciales et in- dustrielles des agents consu- laires (1 ^{er} amendement). 4,000 francs achat d'échan- tillons (2 ^e amendement).

Ce qui porte le chiffre total du Budget à 4,961,260 francs.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
C^{te} D'ASPREMONT-LYNDEN.

NOTE EXPLICATIVE.

Le Gouvernement propose d'augmenter d'une somme de 19,000 francs le crédit porté à l'article 31/38 ancien du Budget. — *Frais divers et encouragements au commerce.*

Voici les motifs qui justifient cette augmentation :

Explorations commerciales et industrielles des agents consulaires.

Quelque extension que l'on donne aux consulats rétribués, il n'est pas douteux que le corps consulaire sera toujours composé, pour la très-grande majorité, d'agents non rétribués et appartenant à des nationalités étrangères.

Il importe que ces agents, appelés à faire des rapports commerciaux, soient autant que possible initiés aux ressources et aux besoins de notre commerce et de notre industrie. Or, étant donné un corps consulaire d'environ quatre cents membres, on ne peut espérer de trouver toujours des candidats possédant une connaissance suffisante de cette industrie et de ce commerce.

Il serait donc hautement désirable que nos consuls pussent se rendre compte, par eux-mêmes, de la situation du pays à ce point de vue, et nouer, par la même occasion, des relations personnelles et même des relations d'affaires avec nos négociants et nos industriels.

On ne peut songer à astreindre des agents non rétribués et habitant parfois des pays très-éloignés à faire, à cet effet, les frais d'un voyage long et coûteux. Mais la plupart sont à la tête de maisons commerciales ou occupent d'importantes positions dans le monde des affaires, et il arrive à beaucoup d'agents, dans leur carrière, de venir en Europe pour leurs intérêts. Pendant leur séjour sur le continent, ils pourraient, sans grand surcroît de dépense, passer quelque temps en Belgique à l'effet d'y acquérir les connaissances spéciales qui leur manqueraient et de s'y créer les relations qu'ils jugeraient utiles.

Déjà ces visites ont lieu, mais dans une mesure trop restreinte et qu'il serait utile de pouvoir élargir. Il est donc nécessaire que le Gouvernement ait à sa disposition les moyens de faciliter aux agents consulaires le passage en Belgique; et c'est dans ce but qu'une somme de 15,000 francs a été ajoutée à l'article 31 (38 ancien) du Budget. — *Frais divers et encouragements au commerce.*

Achats d'échantillons.

Dans l'opinion du Gouvernement, les échantillons offrent un moyen pratique très-efficace de vulgariser nos produits sur les marchés lointains, et aussi de donner à nos fabricants et à nos négociants la notion exacte des produits que réclament les goûts et les besoins des consommateurs étrangers.

Le premier de ces résultats doit être poursuivi par la création de musées d'échantillons des produits belges à l'étranger.

Le Gouvernement a fait le premier pas dans cette voie en sollicitant de la Législature, en 1878, un crédit de 25,000 francs pour l'installation d'un musée de l'espèce à Shanghai. Il a pris soin de spécifier qu'il croyait à l'utilité de cette mesure, « appliquée à certains marchés, tels que ceux, par » exemple, sur lesquels nous n'occupons encore que peu ou point de place, » et comme moyen de familiariser les acheteurs et les consommateurs avec » les produits belges qui leur sont inconnus, ou qui leur arrivent aujourd'hui » d'hui sous des étiquettes étrangères.... »

Quant aux échantillons étrangers à envoyer par nos consuls pour éclairer le commerce et l'industrie belge, voici quelques prescriptions reproduites de la circulaire ministérielle adressée aux consuls le 14 novembre 1855. (*Recueil des règlements consulaires*, page 267.)

« envoyer, si la chose est praticable, des échantillons étiquetés avec » soin, de manière à pouvoir être consultés utilement et à faire connaître les » conditions que doit remplir la marchandise pour satisfaire le goût et à la » mode des consommateurs. Si le consul juge nécessaire l'envoi des pièces » entières, il en demandera au préalable l'autorisation. »

« En général, le consul tâchera de se procurer des échantillons *sans frais*; » si des frais sont indispensables, il en rendra compte au Gouvernement, qui » se réserve de déterminer, selon les circonstances, le montant de la dépense » que chaque agent pourra faire de ce chef... »

En exécution de ces prescriptions les consuls font d'assez fréquents envois au Département des Affaires Étrangères. Les échantillons sont conservés pendant un certain temps au Ministère; un avis, publié au *Moniteur* (et toujours reproduit par de nombreux journaux) prévient les intéressés qu'ils en peuvent faire l'examen dans les bureaux de la direction du commerce et des consulats. Transmis ensuite aux associations commerciales pour lesquelles ils présentent l'intérêt le plus direct, les échantillons sont enfin envoyés à l'Institut supérieur de commerce d'Anvers, pour être déposés dans le musée que possède cet établissement. Ils y servent à l'instruction pratique des élèves tout en demeurant à la disposition du public.

Ce moyen de vulgarisation existait donc déjà depuis longtemps. Mais le crédit sur lequel devaient être prélevés les frais y afférents ne permettaient d'y faire appel que dans des limites assez restreintes. Le Gouvernement a jugé nécessaire d'élargir ces limites, et il a porté à cet effet une somme de 4,000 francs au projet de Budget pour 1879. Un choix sera fait entre ces places où nous avons le plus d'intérêt à envoyer nos articles, et ladite somme sera répartie, pour servir à l'achat d'échantillons, entre les consuls à la résidence de ces places.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

C^{te} D'ASPREMONT-LYNDEN.